

Centre Communal d'Action Sociale LES-ARCS-SUR-ARGENS

24 septembre 2024

Délibération n°17/24- Compétences et autorisations du CCAS

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à dix-sept heures trente le Conseil d'Administration du CCAS de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en mairie des Arcs, sous la présidence de Madame Nathalie GONZALES, Maire

Date de la convocation : 6 septembre 2024

Présents : Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Eve-Lyne TURLA, Jean-Marie RENARD, Didier PORTALIER, Fabienne LEQUENNE, Claude LOMBARD
Excusé(es) : Nathalie CHALOPIN

Nombre de conseillers					
En exercice	Présents	Absents	Excusé	Procurations	Votants
9	8		1	0	8

Depuis 1986, les CCAS remplacent les bureaux d'aide sociale.

Par décret du 6 mai 1995, le rôle et le mode de fonctionnement des CCAS ont été précisés par décret, à savoir : Les CCAS sont obligatoires dans les communes et sont constitués en Etablissement Public Administratif Autonome (EPA). Le CCAS des Arcs est doté d'une personnalité juridique propre et a une existence administrative et financière distincte de la commune (personnel propre, budget propre).

Vu la délibération 18.06.133 du Conseil Municipal portant sur la création du CCAS de la commune,

Vu la délibération 05/18 du Conseil d'Administration du CCAS en date du 13 février 2018,

Vu la loi en vigueur du 6 janvier 1986, quand les bureaux d'aide sociale deviennent les centres communaux d'action sociale (CCAS), l'Etat leur délègue une compétence globale dans le vaste champ de l'action sociale et médico-sociale, consécutivement aux lois de décentralisation,

Vu qu'aujourd'hui, ce sont les CCAS qui aident et soutiennent les plus défavorisés dans un contexte cependant beaucoup plus large d'interventions de développement social local. Ils s'imposent à présent comme

un outil politique incontournable de l'action sociale locale. Ils sont le moyen public, nationale et locale, peut réellement s'exercer.

L'organisation du CCAS/CIAS se fait comme telle :

Une structure paritaire

Le CCAS est présidé de plein droit par le maire de la commune. Son conseil d'administration est constitué paritairement d'élus locaux désignés par le conseil municipal et de personnes qualifiées dans le secteur de l'action sociale, nommées par le maire. On compte parmi celles-ci un représentant des associations familiales, un représentant des associations de personnes handicapées, un représentant des associations de retraités et de personnes âgées, et un représentant des associations oeuvrant dans le domaine de la lutte contre l'exclusion.

La parité apporte au CCAS une cohérence d'intervention plus forte puisqu'elle s'inscrit dans la réalité et la diversité de la commune et de la société dans laquelle il s'organise. De plus, elle induit des coopérations négociées et adaptées entre les élus, le monde associatif et les professionnels sociaux qui le composent.

Les statuts du CCAS/CIAS

Le CCAS/CIAS est un établissement public administratif, par conséquent, il dispose de :

- **une personnalité juridique de droit public** qui lui permet, par exemple, d'agir en justice en son nom propre,
- **une existence administrative et financière** distincte de la commune,
- **une gestion par un conseil d'administration** qui détermine les orientations et les priorités de la politique sociale locale. Le conseil peut déléguer une partie de ses pouvoirs au président et/ou au vice-président.

La solidarité, le coeur des missions du CCAS/CIAS

Le CCAS anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées. Il est de ce fait l'institution locale de l'action sociale par excellence. A ce titre, **il développe différentes activités et missions légales ou facultatives**, directement orientées vers les populations concernées.

Le CCAS/CIAS se mobilise dans les principaux champs, par ordre décroissant d'implication :

- lutte contre l'exclusion (notamment l'aide alimentaire),
- services d'aide à domicile,
- prévention et animation pour les personnes âgées,
- gestion d'établissements d'hébergement pour personnes âgées,
- soutien au logement et à l'hébergement,
- petite enfance,
- enfance/jeunesse,
- soutien aux personnes en situation de handicap.

Concrètement :

- il gère des équipements et services : établissements et services pour personnes âgées, crèches, haltes garderies, centres de loisirs, etc.,
- il apporte son soutien technique et financier à des actions sociales d'intérêt communal gérées par le secteur privé,
- il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale légale (aide médicale, RSA, aide aux personnes âgées...) et les transmet aux autorités décisionnelles compétentes tels que le conseil départemental, la préfecture ou les organismes de Sécurité sociale,

- il intervient également dans l'aide sociale facultative qui constitue sociale de la commune : secours d'urgence, prêts sans intérêt, aide alimentaire, chèques d'accompagnement personnalisé, etc.,
- il peut être délégataire de compétences sociales globales sur le territoire communal par convention avec le conseil départemental.

Le Conseil d'administration,
Après avoir entendu l'exposé ci-dessus,
Après en avoir délibéré,

Décide d'approuver les statuts du CCAS.

P/la Présidente
La Vice-Présidente
Geneviève DIBO



